

Intervention 1 de M. Jean-Yves Chapuis

1^{er} TEXTE :

► Pourquoi avons-nous besoin d'un nouvel humanisme ?

Les responsables publics ont du mal à comprendre que nous sommes dans une société où l'individu est roi. Chacun et chacune veut se débrouiller seul. La société doit faciliter cette émancipation. On veut un bonheur immédiat. Vivre léger c'est difficile. Pourquoi ? Parce qu'il faut développer la réflexion, la création, la responsabilité. Il faut accepter l'incomplétude humaine et sa finitude. On est maintenant seul devant son destin.

Or, pour accepter cela il faut pouvoir se distraire, oublier un peu notre condition humaine. On a besoin de délasserment. Cela est inhérent à notre condition. On n'est plus vraiment sûr que cela soit possible dans un monde où si on n'habite pas la terre autrement on risque de graves problèmes de survie de notre civilisation.

On découvre que l'élévation du niveau de vie qui est indéniable a été gangrenée par l'abaissement de la qualité de vie. On prend conscience du développement des effets négatifs de notre civilisation occidentale. Comment habiter la terre autrement ?

En plus, l'Occident qui était hégémonique ne l'est plus avec la montée en puissance de la Chine et de l'Inde d'où une interrogation sur notre identité qui prend des allures de repli sur soi dangereux.

Les grandes civilisations ont emprunté à d'autres, les grecs aux perses et aux égyptiens, les romains aux grecs, les arabes à tous, les japonais puis les chinois aux occidentaux sans se dénaturer.

L'identité c'est le changement si elle doit avoir un sens.

Tout cela fait peur et on a bon démontrer que le pays va plutôt bien, ce n'est pas ce qui est vécu par les citoyens - « Se sentir mal dans une France qui va bien » de Hervé LE BRAS -

Cette société paradoxale peut se comprendre quand on saisit bien que toute difficulté pour réaliser son bien-être devient intolérable et inacceptable. Les rapports sociaux se brutalisent. La violence paie. Les réseaux sociaux permettent de déverser sa hargne, sa colère, sa haine. L'émotion, ce que l'on vit. La subjectivation de sa vie prend des proportions gigantesques.

Lutter contre cette angoisse existentielle, créer une nouvelle communauté politique à partir de ce besoin de se réaliser devient fondamental.

► **Comprendre les nouvelles attentes de nos concitoyens :** « Nous sommes entrés dans une société de l'incivisme, les élus n'étant plus considérés et les citoyens étant de plus en plus désengagés ; dans une société de l'individualisme où les individus se détournent de la politique au prétexte qu'elle ne leur apporte plus rien à titre personnel ; dans une société de la culture instantanéité où ne nous prenons plus le temps de penser le complexe ; dans une société du désenchantement, convaincus que nous payons chèrement le train de vie d'élus qui ne peuvent même plus changer le monde. » Mathieu Caron

Les responsables publics ont du mal à comprendre que nous sommes dans une société où l'individu est roi. Chacun et chacune veut se débrouiller seul. La société doit faciliter cette émancipation. On veut un bonheur immédiat. Vivre léger c'est difficile. Pourquoi ? Parce qu'il faut développer la réflexion, la création, la responsabilité. Il faut accepter l'incomplétude humaine et sa finitude. On est maintenant seul devant son destin.

Or il est de plus en plus difficile de faire société dans un monde qui fragmente toujours d'avantage les destins individuels.

Nous connaissons à la fois une crise politique, économique, culturelle.

Crise politique :

Il y a une crise de confiance à l'égard des institutions politiques nationales et supranationales.

Il y a un profond déclin de l'idéal démocratique. Plus d'un français sur trois dit qu'un autre système pourrait être aussi bon (en 2017). Cela est encore plus fort dans les anciens pays communistes de l'Europe de l'Est.

Crise économique :

La crise politique trouve sa place dans les bouleversements économiques. La désindustrialisation accélérée, la désyndicalisation, une montée de la pression concurrentielle, la mondialisation et l'essor des technologies nouvelles.

La peur de l'avenir a pris une ampleur croissante. Les entreprises qui sont dans la mondialisation et entre autres, celles qui travaillent avec la chine, sont très exposées et les employés ont peur de voir leurs emplois supprimés ou leurs salaires diminués, ce qui est souvent le cas.

La révolution numérique, fait peur aux personnes qui pensent que leurs emplois peuvent disparaître. On rajoute la crise financière de 2008 avec l'augmentation du chômage.

Crise culturelle :

La sortie du monde industriel, l'affirmation de soi s'impose comme l'élément fondateur d'une société centrée sur l'épanouissement individuel. L'autonomie devient une valeur économique. La créativité est valorisée par rapport à l'autorité. Cela va de pair avec un niveau d'éducation qui a beaucoup augmenté.

Mieux éduqués dans leur majorité, les citoyens du monde postindustriel ont aussi changé leurs attentes. Capables de penser par eux-mêmes d'activités culturelles autonomes, ces citoyens éduqués refusent l'autorité traditionnelle, n'acceptent plus passivement l'information et deviennent plus exigeants vis-à-vis des modes de représentation et de gouvernances démocratiques.

► La défiance et le mal-être s'installent ?

Il y a les perdants de la nouvelle économie mais aussi les perdants de la société des individus. La société postindustrielle a conduit à plus d'autonomie ainsi qu'à un éclatement des structures sociales traditionnelles.

La société postindustrielle promettait l'émancipation des hiérarchies anciennes, elle a surtout creusé la solitude sociale et le sentiment d'insécurité. Et, loin de préparer une société d'autonomie et de liberté, elle a renforcé le besoin de protection.

Ce mal être et sa conséquence la défiance se manifeste dans la peur d'être trahi par autrui (du privé au social). Les français sont très défiant envers les autres et sont confiants dans le cadre familial et avec les amis.

C'est pour cela que dans l'urbanisme le discours sur la mixité sociale passe si mal ou la densité urbaine, la peur est d'avoir auprès de soi des gens différents de soi.

Il n'y a pas de démocratie s'il n'existe pas au départ un contrat de confiance entre les citoyens pour ensuite créer le contrat social qui fait vivre la démocratie.

► Il faut créer du bien-être et de la confiance

L'électeur émotionnel : l'espace public et encombré avec les réseaux sociaux de réactions de colère ou de peur.

La peur de l'avenir est de plus en plus prégnante. L'homo sapiens comme le dit Pascal Picq va disparaître s'il ne change pas de logiciel.

Vivre notre finitude humaine demande aussi la capacité de pouvoir se distraire, oublier un peu notre condition humaine. On a besoin de délasserment. Cela est inhérent à notre condition. On n'est plus vraiment sûr que cela soit possible dans un monde où si on n'habite pas la terre autrement on risque de graves problèmes de survie de notre civilisation.

On découvre que l'élévation du niveau de vie qui est indéniable a été gangrenée par l'abaissement de la qualité de vie. On prend conscience du développement des effets négatifs de notre civilisation occidentale.

Attention de ne pas rejeter cette élévation du niveau de vie.

Quand on interroge les citoyens d'une ville, d'un territoire que celui-ci soit vaste, plutôt rural ou péri-urbain ou très urbain : chacune et chacun en a sa définition, y projette sa vision et y donne son vécu et sa réalité. La ville comme les territoires sont pluriels et singuliers.

Il faut donc les voir comme une réalité qui bouge suivant son âge, sa situation personnelle, son désir, sa vie.

Quand on interroge les gens, leurs propos expriment bien l'assemblage des lieux, d'espaces, d'équipements, de mobilité et c'est à partir de la liberté de pouvoir choisir son lieu d'habitation qu'ils expriment tout cela. Les gens créent à la fois de l'unité et de la différence.

Ils ont besoin de se raconter, parler de leur vie.

Le problème de la reconnaissance est primordial, être visible. Un temps d'écoute, comprendre ce que disent les gens, Pourquoi cela devient aussi important ?

Face aux incertitudes et aux angoisses existentielles qui s'expriment fortement aujourd'hui, les gens ont besoin de parler

Quand on écoute les gens parler ils racontent bien la complexité de leur territoire.

Ensuite les propos tenus sont souvent différents mais en même temps ils sentent bien qu'il faut vivre ensemble et que dire ce que l'on pense ne veut pas dire que ce que peut penser une autre personne est nécessairement sans intérêt.

Or la concertation se fait toujours à propos d'un projet.

Or on croit qu'une réunion doit permettre de se mettre d'accord sur tout.

La vie est aussi faite d'intranquillité c'est même ce qui fait l'intérêt de la vie et de la condition humaine les choses ne sont pas écrites, nous sommes des êtres libres avec toutes les conséquences positives et négatives.

On peut l'exprimer autrement :

On veut être seul, mais ensemble

Ne pas avoir trop de bruit, être tranquille, mais en même temps ne pas être isolé et pouvoir faire des choses ensemble ou pas

La notion de bien-être devient primordiale mais aussi savoir aussi s'intégrer dans un ensemble plus vaste et ne pas penser comme les autres n'empêche pas de vivre dans le même quartier

D'où la question du dialogue continu.

Quand et comment parle-t-on de la ville ? pas seulement à l'occasion d'un PLUI ou d'un SCOT

On n'habite pas un document

Ensuite les gens disent une ville une agglomération, un territoire dans lequel je me sens au calme libre mais aussi avec tous les services pas trop loin ; à taille humaine ou l'on est proche du centre tout en étant en dehors ou la nature, la campagne c'est aussi la ville, l'urbain toujours c'est cet entre-deux qui permet la liberté. Ne pas chercher à montrer ces muscles être la métropole essentielle

Non les gens disent modérato !!!! bien vivre, se sentir bien regardons les choses de la vie comment concrètement je me déplace je vais à mon travail je rencontre des gens

Les gens ne parlent jamais de densité !!!! d'étalement urbain, mais de services de mobilité, de nature de jardin, de venelles, de rencontre, de tranquillité, mais pas trop, d'ambiance, de la singularité de l'espace, de la rencontre, de l'intergénérationnel, du vieillissement, des liens sociaux, de la vie quoi !!!!!

C'est pour cela je pense qu'il faut écouter ce que les gens disent jusqu'au bout pour bien montrer que les citoyens savent aussi parler de la ville et de la vie comme un tout et que celle-ci est toujours plus complexe que les programmes urbains et que cela permet de saisir la vie.

L'aménagement des territoires n'est pas un débat technique.

« La ville ce sont des pierres et des hommes » St Augustin

On ne peut plus fabriquer un territoire sans analyser précisément les modes de vie et leur évolution.

Les défis qui se présentent à notre société sont multiples. Comment bâtir une société plus juste, plus inclusive, comment lutter contre les multiples formes d'isolements ? Comment concilier l'aspiration de fond vers l'autonomie de l'individu avec une vie plus solidaire, moins émietée, plus chaleureuse ?

En résumé avant de réaliser un projet de territoire se pose la question d'un projet humain pour chaque citoyen

Pour être encore plus clair : nous n'avons pas seulement besoin de nouvelles énergies pour un développement soutenable, mais aussi de nouvelles énergies existentielles, d'une nouvelle économie mentale, d'une nouvelle politique culturelle au service du développement personnel des personnes.

Mais c'est encore aller plus loin.

C'est aider chacune, chacun à vivre sa vie. C'est ici qu'il faudra pour les politiques, mais aussi pour tout responsable public ou privé changer de logiciel.

Les défis qui se présentent à notre société sont multiples. Comment bâtir une société plus juste, plus inclusive, comment lutter contre les multiples formes d'isolements ? Comment concilier l'aspiration de fond vers l'autonomie de l'individu avec une vie plus solidaire, moins émietée, plus chaleureuse ?

Mais quel bien-être ?

« Dans la logique d'évitement et d'écrasement de la souffrance se dessine l'idée que « le bien-être » est au fond un état exempt de tout désagrément. Dans cette perspective, il se confond avec le confort et l'entière tranquillisation.

Or il y a une vraie interrogation. Le bien-être n'a rien avoir avec le calme plat. Si rien n'est aussi bouleversant que de se « dépayser jusqu'à soi-même » comme disait Jean Baufret, s'il est vrai que tout dépaysement réel nous confronte à cet inconnu que nous sommes à nous-mêmes et engendre l'angoisse contraire au bien-être conçu comme tranquillisation maximale, il est d'autant plus tentant d'adopter face à la possibilité d'être soi-même une attitude de fuite.

C'est pourquoi nous voyons bien des hommes qui se fuient eux-mêmes dans l'« action » et dans le « travail » ou des modes d'être ou de faire qui, même lorsqu'ils sont cause de tension ou de fatigue, sont comme la planche de salut épargnant la confrontation avec soi » Danielle Moyses.

Supprimer tout risque ? Cela n'est pas possible.

La conquête d'un bien-être véritable, ce que nous appelons aussi le bonheur, ne suppose pas une indifférence exclusive de tout malaise mais un état capable d'affronter le trouble avec des moyens plus subtils que l'éradication et l'arrachage.

« Les conditions réelles d'existence d'un individu ont rarement à voir avec le sentiment de dépression. On peut avoir tous les signes de bien-être – emploi et familles stables – et déprimer. Et à l'inverse, on peut vivre dans des conditions matérielles très difficiles et ne pas déprimer. Il n'y a pas de causalité directe de l'un à l'autre » Boris Cyrulnik

Cette ambiguïté sur la notion de bien-être entraîne aussi des interrogations encore plus existentielles

Mais c'est aussi une interrogation plus globale sur le sens de la vie ce qui rend les réponses quelques peu difficiles

Perte des repères ? Où en sommes-nous ?

Cette dimension subjective du bien-être ne doit pas être considérée comme une affaire privée : elle est au cœur de l'idéal démocratique que nous devons nous donner, à savoir : développer les passions créatives de tous, favoriser l'estime de soi, l'épanouissement de chacun, une vie et une ville belle pour tous. C'est ainsi qu'on travaillera à améliorer le mieux vivre ensemble au XXIème siècle.

Les mutations de l'individu aujourd'hui change dans le rapport à soi (le recours à l'émotion et l'autorité du vécu), à son corps (le droit à la bonne santé et on peut aussi créer son corps), aux autres (un état d'esprit d'individus égaux et libres), aux choses (consommer pour exister socialement, un rapport utilitariste aux choses), au temps (accélération continue, dominer le temps, le temps est devenu une valeur d'échange et pas d'usage, la tyrannie de l'urgence), à l'espace (différence entre la mondialisation et la globalisation dans laquelle nous sommes aujourd'hui), aux idées et valeurs (recherche de sens tâtonnement individuel celui du bricolage ou du braconnage), à la transcendance et au salut (l'arrivée du salut terrestre, on est à la recherche d'un croire, non pas tant qui sauve après, mais qui guérit maintenant des souffrances et frustrations engendrées par le décalage entre la réalité et les désirs produits par la société) .

La troisième modernité ou « l'individualisme confinitaire » Olivier Bobineau

Le défi de nos sociétés est de favoriser un individualisme responsable et de faire en sorte que recule l'irresponsabilité individuelle.

Jean-Yves CHAPUIS consultant en stratégie urbaine

2^{eme} TEXTE

On n'habite pas un PLUI, un SCOT mais une rue, un quartier, une ville, une commune, un paysage, une ambiance.....

C'est bien de se concerter sur un PLUI ou un SCOT, il est nécessaire d'avoir dans une démocratie des documents de référence qui prévoit ce que l'on peut faire, ce que l'on doit protéger et comment le territoire peut évoluer.

Mais comment je me raconte dans ce récit urbain ? Comment je vis dans mon quartier, dans ma commune, dans le péri-urbain, dans le rural.

Ceux qui ne veulent pas que la ville accueille, repli sur soi, refus de l'autre, Il faut les entendre, les écouter et comprendre pourquoi ils disent cela. C'est souvent l'expression d'une peur du déclassement et la peur de l'autre qui est différent. L'écoute ne veut pas dire acquiescement mais c'est rendre la personne visible dans ces interrogations et ces angoisses.

Aujourd'hui nos concitoyens veulent pouvoir participer au récit de la ville, de la commune à travers le fait de se raconter, de parler des liens sociaux à renforcer, de la conception des logements qui sont souvent inadaptés à l'évolution des modes de vie et tout ce qui facilite la vie sociale et l'évolution du travail : l'Ergopolis. C'est cela que les citoyens demandent bien avant que des projets sortent ou l'écriture des documents, comment je vis là où je suis. Ils comprennent bien que les choses évoluent et évolueront, mais ils souhaitent parler de la vie, du bonheur, du bien-être et de leur mal-être et pas seulement de projets. Les politiques publiques de concertation, de participation se font beaucoup trop sur des projets urbains ou d'aménagement d'espaces publics

Il faut avant de réaliser un projet urbain se poser la question pour chacun et chacun d'un projet humain. C'est cela la nouvelle demande qui oblige à un débat continu sur la vie. Cela devrait interroger les élus sur une refonte des délégations et sur l'organisation des services d'une collectivité. La ville n'est pas un débat technique.

► **Comment agir ?**

Les Villes et les territoires : comprendre la société

Les villes sont multiples et les territoires singuliers.

Les élus sont confrontés comme les citoyens à un monde qui se caractérise par **l'incertitude, la complexité, l'instabilité et la vulnérabilité**. Mais vivre dans un monde incertain ne va pas de soi.

Nous vivons 700 000 heures nous travaillons 70 000 heures après 30 000 heures d'études et nous avons 350 000 heures à soi temps privatisé

Comme le temps est à nous on ne veut pas le perdre

Le travail 12%, 40% il y a un siècle

Les activités du temps libre submergent la société

4 générations on peut -être en retraite et nos parents sont toujours vivants !!!

En 2017 60% des enfants naissent hors mariage en 1968 6% « le mariage n'est plus un engagement mais une fête « juste possible » et à la demande

Mais la famille reste une institution très importante 75% des gens se déclarent heureux dans leur famille

De cellule de base de la société, la famille devient la « cellule de base » de l'individu

A nouveau la religion est visible et revendique une place dans l'espace public.

La question qui est posé dans les quartiers ANRU, ce ne sont les dossiers d'aménagement mais comment je vis avec des gens qui ont une culture et une religion différente ?

Il nous faut construire un nouveau modèle social, individualisé, pour une société collaborative, discontinue, mobile.

► Je propose de faire un détour par des évolutions sociétales qui touchent tous les êtres humains qu'ils vivent dans une métropole, une ville moyenne ou une petite ville, dans le péri-urbain ou le rural

Nous sommes confrontés à 3 incertitudes : Celle de l'être humain, Celle du monde dans lequel on vit, Celle des limites territoriales.

Partir de 3 incertitudes qui devraient faire réfléchir les décideurs publics, les élus mais aussi ce que l'on appelle la maîtrise d'ouvrage urbaine dans laquelle se retrouve les élus et les services dans le dialogue avec les citoyens, Afin d'inventer une nouvelle ingénierie urbaine.

Celle de l'être humain

Alain Ehrenberg dans une trilogie « le culte de la performance », « l'individu incertain » et « la fatigue d'être soi » explique bien ce nouvel individualisme et il tente une certaine synthèse dans « la société du malaise »

« Une société qui reporte sur tous les individus des responsabilités auparavant prises en charge institutionnellement à l'extérieur d'eux- mêmes doit s'attendre à ce que ces mêmes individus aient des stratégies d'auto-assistance inépuisables et adressent les demandes les plus diverses à des professions ou à des institutions afin qu'elles leur assurent une qualité de vie et un confort intérieur minimaux pour avoir le punch. »

• La fatigue d'être soi :

« Cette fatigue est inhérente à une société où la norme n'est plus fondée sur la culpabilité et la discipline mais sur la responsabilité et l'initiative. Elle est la contre- partie de l'énergie que chacun doit mobiliser pour devenir soi-même. »

• La société du malaise

« L'enchevêtrement des questions mentales et des questions sociales montre que la santé mentale est bien plus qu'une exigence de santé : une forme sociale, un langage de l'infortune dans lequel se disent l'échec et la réussite, la justice et l'injustice, le bien et le mal. Nos lectures du mal social se font en termes de pathologies sociales, de souffrances psychiques, de mal-pathologies sociales, de souffrances psychiques de mal être. C'est dans le langage de la santé mentale que s'expriment désormais de nombreux conflits et tensions de la vie en société.»

Ne pas être reconnu devient aujourd'hui une pathologie sociale.

Le souci de soi et le souci de la cité sont intimement liés

D'ù la métaphore. Les liens humains sont véritablement fragiles et, dans une situation de changement constant, on ne peut pas s'attendre à ce qu'ils demeurent indemnes. Se projeter à long terme est un exercice difficile et peut de surcroît s'avérer périlleux, dès lors que l'on craint que les engagements à long terme ne restreignent sa liberté future de choix. D'où la tendance à se préserver des portes de sortie, à veiller à ce que toutes les attaches que l'on noue soient aisées à dénouer, à ce que tous les engagements soient temporaires, valables seulement « jusqu'à nouvel ordre ».

« En définitive, vivre ensemble dans un monde incertain ne va pas de soi » Serge Paugam

« Nous ne sommes plus dans une ère du risque, contre lequel on peut s'assurer, mais dans une ère de l'incertitude » Catherine Fieschi politologue.

Le brouillage des âges et le mélange des âges : comment garder le plus longtemps possible les gens chez eux ?

Celle du monde dans lequel on vit

Vers un monde hyper-industriel

Pierre Veltz dans son dernier livre « la société hyper-industrielle » nous dit au contraire que l'industrie ne survivra que si elle est capable d'intégrer la révolution numérique et de se fondre dans une nouvelle économie des usages et des services, orientée vers la durabilité. De nouvelles formes de création de valeur émergent, articulant autrement l'économique et le social, les cadres traditionnels de l'entreprise et des formes « communautaires » et « contributives » novatrices qui démultiplient la puissance d'action des individus » C'est cela la société hyper-industrielle.

Ce qu'elle n'est pas :

Pas un passage de la société industrielle à une société post-industrielle ou bien lutter pour défendre ce qui reste de l'industrie contre la montée des services et du numérique

Société hyper-industrielle qui est de fait une continuité avec la société industrielle et qui est en rupture par la convergence entre la production des biens et celle des services profondément renouvelés l'un et l'autre par l'informatique.

Aujourd'hui industrie et services ne sont plus seulement complémentaires, mais inextricablement liés.

Il s'agit de créer et de fixer les emplois correspondants (délocalisables) de haute qualification et de haute productivité, dans l'industrie comme dans les services et non pas seulement des emplois non délocalisables supposés compenser les emplois perdus dans la crise industrielle.

Ancrer ces emplois stratégiques et nomades dans le territoire en comprenant que seule l'intégration dans des écosystèmes fondés sur les compétences humaines en garantit la stabilité et le développement du futur

Notre avenir est lié à notre capacité à entrer dans l'économie de mouvement, à fixer les activités et les emplois « connectés » et pas seulement les emplois « abrités ».

La proximité entre pôles de conception et pôle de fabrication réapparaît comme enjeu crucial dans le maintien des capacités manufacturières elles-mêmes

Le rôle croissant des écosystèmes et des alliances des territoires

Il y a une dimension collective de la compétitivité

L'importance du crédit impôt recherche la RD

Le travail de décloisonnement entre le monde universitaire, industriel, culturel politique

Il faut tout au moins comme le dit Eloi Laurent passer d'une écologie qui accuse à une écologie qui protège.

Le commerce

Penser le devenir du commerce et de son organisation spatiale à partir de l'armature urbaine, ce dans un contexte où les forces de changement à l'œuvre sont multiples (mutations des comportements de consommation et des modes de vie, révolution technologique, mobilité, conjoncture...), mais aussi

comment passer des documents stratégiques de planification à la réalisation des projets : un positionnement fort de la collectivité pour une intégration amont de la dimension Commerce dans les projets urbains, des montages immobiliers innovants tel que le concept d'investisseur unique, la co-construction avec les acteurs privés...

Vacance des commerces en centre -ville 2010 6% en 2017 12%

Imaginer demain sans penser comme hier

Quels défis pour s'adapter et se différencier

S'adapter aux consommateurs nouveaux :

S'adapter au flux quotidien

S'adapter au renouvellement de la population

S'adapter à une senior - économy

S'adapter aux budgets de ménages :

Dépenses contraintes qui augment (logement, énergie, santé)

Dépenses plaisir en croissance (communication, restauration, loisirs)

Tassement alimentation habillement équipement de la maison

Enchanter le consommateur

Les clients ne veulent plus seulement consommer, ils veulent vivre une expérience agréable autour

On va sur internet pour avoir des prix moins chers , Des produits que l'on n'a pas sur le territoire , Gagner du temps, Les horaires : ouverture des magasins

En fait :

Simplement 20% sur internet, 38% internet et acheter ensuite dans un magasin, 21 % les deux

20% ne compare pas

Il faut accueillir : le rôle des enfants

Une approche nouvelle : un ancrage territorial, je défends des valeurs, Venez comme vous êtes

Qu'est ce qui donne envie de venir s'implanter en centre -ville

Qu'est ce qui, donne envie de venir habiter en cœur de ville pour consommer et se détendre

Définir l'espace de centralité

4 fonctions : économique, identité, habitat, services

Le lien entre les 4 fonctions

Ambiance, relation client accessibilité le lien avec les équipements

Avoir un projet global protéger le cœur de ville mobiliser les acteurs

Encourager aider expérimenter

Travail avec les banquiers

Restructuration entrée indépendante entre commerce et logement

Aider l'économie de proximité

Les cafés-bars le rôle dans la vie sociale

En 1913 : 482 000 débits de boisson 25000 aujourd'hui !!!!!

► **Questions :**

Ce qui se joue ?

Les centres se dégarnissent au profit des zones péri-urbaines et du rural proche

Les familles quittent de logements exigus et peu pratiques pour avoir une maison individuelle et jardin

Ceux qui restent les jeunes, les vieux et les pauvres

Les commerces se déplacent vers la périphérie

Quel maire refuserait la création d'emplois dans sa commune avec le développement des zones commerciales

La loi de modernisation de l'économie (2008) a libéralisé le secteur

Le recul des services publics d'où le travail sur la mutualisation

Mais c'est le développement de la voiture et la généralisation de son usage qui accélère cette évolution

Est-ce que ce modèle va évoluer

Les citoyens le souhaitent-ils ? Et les élus ?

La dégradation des logements et des commerces les pouvoirs publics ont la possibilité d'agir et d'obliger les propriétaires à les rénover sous peine d'expropriation

Paradoxe : dans les métropoles, les ménages les plus aisés résident dans la commune centrale, tandis que dans les aires urbaines petites et moyennes les plus modestes et les pauvres sont au centre ?

Les centres ne sont plus souvent qu'un quartier d'une agglomération étendue, qui cumule les handicaps : logements sans jardins, commerces et services déplacés en périphérie, stationnement difficile, pauvreté visible.

Cette crise centrale en plus dégrade l'image de l'aire urbanisée (JM Roux)

Cette désaffection et dévalorisation des cœurs de ville est lié à leur inadaptation aux demandes sociales et aux flux contemporains.

Il faut y insister :

La difficulté se corse dans le fait que la conscience du développement des effets négatifs de notre civilisation est très difficile, ces effets négatifs étant l'envers d'effets positifs.

Travail, mobilité, habitat, relations sociales, consommation... dans tous les domaines de l'existence, nos pratiques et nos usages sont redéfinis par la rencontre, les contradictions et les hybridations de tendances, de nature et d'intensité diverses.

La construction d'un récit, une volonté politique un travail collectif au-delà des limites communales

Développer l'économie des circuits courts

Définir et travailler sur la notion de bien-être :

Cette dimension subjective du bien-être ne doit pas être considérée comme une affaire privée : elle est au cœur de l'idéal démocratique que nous devons nous donner, à savoir : développer les passions créatives de tous, favoriser l'estime de soi, l'épanouissement de chacun, une vie et une ville belle pour tous. C'est ainsi qu'on travaillera à améliorer le mieux vivre ensemble au XXIème siècle. » Gilles Lipotvesky

L'élévation du niveau de vie a été gangrenée par l'abaissement de la qualité de vie.

Travail, mobilité, habitat, relations sociales, consommation... dans tous les domaines de l'existence, nos pratiques et nos usages sont redéfinis par la rencontre, les contradictions et les hybridations de tendances, de nature et d'intensité diverses.

Aujourd'hui, les principaux facteurs de changement sont d'ordre :

- économique: les fortes restrictions budgétaires des opérateurs publics et privés, les écarts de richesse entre particuliers.
- environnemental : l'urgence à diminuer nos émissions de gaz à effet de serre et à engager une transition énergétique.
- sociétal : la tendance de fond de nos sociétés à donner à chacun l'opportunité de vivre sa singularité, quel que soit son âge, quels que soient ses choix.
- technologique : le développement rapide d'outils numériques capables de mettre en relation l'offre la plus adaptée à la demande la plus précise.
- politique : les aspirations des citoyens à plus de reconnaissance de la part des services publics et des élus, le besoin de protection, et la volonté de construire d'autres modes de vie et d'actions collectives à travers des liens sociaux plus affirmés.

Que voit-on ?

« Jamais le monde n'a été si connecté, relié, communicant. Mais nous nous trouvons en même temps plus divisés, séparés, atomisés que jamais dans toute l'histoire ». Roger-Pol Droit

Il faut porter une réflexion plus large sur les usages. Habitat, bien sûr, mais également espace public, mobilité, mutations du travail, bien-être. Autant de thèmes profondément imbriqués dont l'aménageur doit s'emparer pour construire une ville hospitalière, capable de maintenir et de produire du lien social à tous les âges et dans tous les domaines de la vie.

Analyser les usages : représente l'opportunité de nous interroger collectivement sur deux fondamentaux de la fabrique urbaine :

- entre une planification stratégique parfois rigide, qui peine à prendre en compte la singularité et l'aléatoire, et des acteurs privés soumis à des impératifs économiques débouchant parfois sur une approche trop comptable de la ville et proposant des innovations marketings parfois en décalage avec les territoires, quel rôle, quelle place l'aménageur public, garant de la pérennité des opérations, doit-il/peut-il tenir ?

- dans une société où les parcours de vie sont de plus en plus singuliers et les besoins toujours plus spécifiques, comment répondre aux besoins de chacun tout en maintenant du lien social ?

L'aménageur doit se réinterroger sur son rôle dans la production d'une ville. Comment les diverses opérations urbaines peuvent-elles humaniser les relations sociales, les relations de travail et les autres ? Quels outils peut-on mettre en place pour orienter la programmation vers une programmation éthique et durable, une programmation en phase avec le territoire et ses habitants, qui soit une réponse à des besoins spécifiques mais qui n'isole pas les individus les uns des autres, qui réponde aux attentes d'aujourd'hui sans hypothéquer celles de demain, qui laisse de la place à la rencontre, à l'incertitude et à l'hétérogène, qui inclue dans un même mouvement le souci de soi et celui des autres.

Tout cela implique la naissance d'une ingénierie urbaine pour mieux répondre aux besoins des habitants mais aussi aux défis globaux propre à l'anthropocène

Le champ urbain doit intégrer non seulement les sciences sociales – géographes, sociologues, anthropologues mais aussi les sciences dures comme la physique, la biologie, l'écologie la science informatique et des méga- données.

Vaste programme d'une mutation vraiment globale.

Jean-Yves CHAPUIS consultant en stratégie urbaine

3^{ème} TEXTE :

► Dans une société de la mobilité le territoire administratif n'est plus la référence de nos concitoyens

J'estime que l'opposition artificielle entre les métropoles et la France périphérique traduit notre incapacité à nommer correctement le territoire, symptôme du décalage croissant entre l'organisation de l'action publique et le vécu des citoyens. Il en appelle à une alliance des territoires pour inventer de nouvelles stratégies et de nouvelles organisations adaptées à une société mobile.

Urbaniste, ancien élu à l'urbanisme, je travaille à des échelles différentes du Périgord vert à la métropole lyonnaise. Les habitants nous disent : j'habite une rue, un paysage, un quartier une commune, une ville, une métropole, des espaces qui peuvent se superposer selon notre propre mobilité. On peut aussi être très mobile avec le numérique dans son bureau ou son logement tout en étant immobile. L'individualisme est fondateur de notre société. Aucune société n'accepterait le sacrifice contraint de l'individu. On veut choisir sa vie, sa famille, ses amis, son travail, son quartier, son logement. On a besoin de se raconter et cela n'est pas du tout anecdotique : au contraire, c'est essentiel. Être visible, se sentir bien, pouvoir faire confiance. En fait, « être à hauteur d'homme », pour reprendre la belle phrase de Montaigne.

Penser de nouvelles délégations d'élus

Ces transformations essentielles de notre manière de nous représenter notre vie et de la choisir doivent transformer la manière d'agir des collectivités locales et l'Etat local. On ne peut plus penser l'espace au travers des carcans administratifs et du vocabulaire technique : on n'habite pas un SCOT, un PLUI ou un PLH !

Comment organiser le travail des élus à partir des enjeux de nos territoires pluriels et d'un nouveau rapport à la construction de sa vie ? Je pense qu'il est essentiel de revoir les dénominations des délégations, en commençant par l'échelle communale. Par exemple, peut-on imaginer une délégation aux liens sociaux ? Quand on sait que près de 25% de jeunes et de personnes âgées parlent moins de deux heures par mois...

Le vieillissement est, certes, un jour un problème médico-social, mais il est avant tout social : comment garder des liens sociaux pour lutter contre l'isolement ?

Peut-on continuer à penser séparément les délégations à l'économie et à l'environnement, à l'heure où l'évolution du climat pose des questions de fond sur notre avenir terrestre ? Ce qui caractérise la question environnementale, c'est en effet qu'elle efface le partage entre le naturel et le social : or la représentation occidentale du monde, et tout particulièrement celle de la modernité, s'était organisée autour du partage entre le naturel et le social.

Ré apprendre à faire communauté

Créer une communauté politique au niveau d'un quartier, d'une ville, d'une métropole, va devenir pour les élus un impératif. Il va falloir organiser une forme de démocratie continue pour entendre, écouter, mais aussi réagir, expliquer les politiques publiques mises en place. Une nouvelle conception du social et de l'action. L'élection au suffrage universel n'est plus suffisante. Il faut continuellement la relégitimer. Plus la demande personnalisée est exigeante plus la réponse publique doit être ciblée et expliquée d'où l'importance de l'expertise. L'expertise est nécessaire pour débattre et se créer des convictions pour un échange avec les citoyens. Elle n'est pas là pour se dédouaner de réponses

gênantes mais au contraire pour permettre d'objectiver le plus possible le débat citoyen. D'où la création de ce que j'appelle des communautés éphémères (avec des experts et des chercheurs mobilisés ponctuellement sur un sujet précis) pour confronter sans cesse la connaissance à la demande sociale.

La reconnaissance devient une question primordiale quand on demande à chacun de se construire, d'être toujours mieux. Cette exigence crée de l'anxiété et des tensions, le besoin de se retrouver, de raconter sa vie, se sentir visible devient primordial. Or, de nombreux citoyens ont une vie diminuée qui devient « galère » à la moitié du mois quand ils se trouvent à découvert. Au-delà du pouvoir d'achat, se joue une autre question : le respect, la dignité de chacun qui tient compte de ce que chaque personne vit.

Penser plus d'autonomie pour de meilleures alliances

Il faut laisser l'Etat local inventer avec les collectivités des stratégies singulières qui expriment mieux le territoire. Il faut laisser plus de place à la contractualisation. La loi est pertinente dans une société homogène. Mais aujourd'hui chacun veut une réponse personnalisée à ses demandes. On est dans une société plurielle. On est passé d'une culture de l'Etat à une culture de la société. Cela ne veut pas dire qu'il faut que l'Etat disparaisse mais il doit s'adapter à cette évolution. Faire un SCOT dans le périgord vert n'est pas le même document que le SCOT de la métropole rennaise. Laissons place à l'expérimentation. Si, dans le Périgord vert on se pose la question de savoir en quoi ce territoire peut être attractif pour les citoyens, c'est en lien avec les villes environnantes de Bordeaux à Angoulême, Libourne ou Limoges.

Le thème qui monte est celui des alliances entre territoires dans une société de la mobilité. La dynamique démographique du département d'Ille et vilaine renforce la métropole rennaise, mais aussi l'Ille et vilaine en général. L'organisation des transports permet une mobilité accrue dans un territoire pluriel. Le TER Saint-Malo-Rennes, connecté au métro au nord de Rennes permet à des personnes qui travaillent au nord de la métropole d'habiter en dehors si tel est leur désir. Il y a aussi un dialogue nouveau entre la région Bretagne et les métropoles de Brest et Rennes. C'est cette alliance des territoires qui permet à la Bretagne d'avoir par rapport à d'autres régions le développement d'une solidarité humaine et territoriale forte même si tout n'est pas parfait. Il faut aller plus loin. Les cadres territoriaux de ces deux métropoles bretonnes ainsi qu'une partie de ceux de la région doivent être des cadres inter-territoires, par exemple dans les domaines de l'aménagement, de l'économie et de l'environnement, mais ils doivent aussi entre la métropole Rennaise et Vitré ou Fougères. Les élus sont-ils capables d'accepter cette évolution ? A l'heure où beaucoup d'élus ne jurent que par la smart city ou la ville durable ils serait bien aussi qu'ils comprennent que leur territoire administratif n'est plus la référence de nos concitoyens et que ceux-ci naviguent dans cette société de la mobilité sur des espaces beaucoup plus larges. Voilà des questions qui seront au cœur des futures élections municipales.

Jean-Yves CHAPUIS consultant en stratégie urbaine